

# LA LETTRE DU HERISSON

BIMENSUEL N° 29 — 1<sup>er</sup> SEPT 85

## SOMMAIRE

EDITORIAL .....	P. 3
DESSIN DU MOIS .....	P. 4
FAUNE : ELEPHANTS ET RHINOCEROS .....	P. 5
LA SAUVEGARDE DE L'OURS .....	P. 6
CHASSE : LA DESTRUCTION DES NUISIBLES .....	P. 6
PRIX CHARDON 1985 S'EXPLIQUE .....	P. 7/8
ENQUETE PUBLIQUE : LA FLEPNA PROTESTE .....	P. 8
EUROPE : LES 20 ANS DU DIPLOME EUROPEEN DES ZONES PROTEGEES .....	P. 9
PROTECTION DES BALEINES .....	P. 9
MEILLEURE PROTECTION POUR LE BLAIREAU .....	P. 10
COLLOQUES .....	P. 10/11
STAGES .....	P. 12
PETITES ANNONCES .....	P. 13/14
EN BREF .....	P. 14
DOSSIER : COMPTE RENDU DE LA REUNION DE LA CITES A BUENOS AIRES.....	P. 15 à 18



Cet autocollant "Sauvons nos forêts" - Pollution : Stop ! est disponible à la

FFSPN - 57, rue Cuvier - 75231 PARIS cédex 05

au prix de 5,00F l'unité (+port)

4,00 F à partir de 10 exemplaires (+ port)



La Lettre du Hérisson est la publication bimensuelle de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature et de l'Office des Nouvelles Internationales.

Directeur de la publication : Y. BENASSI

Rédaction : FFSPN - 57, rue Cuvier - 75231 PARIS Cédex 05

Impression : OFFICE DES NOUVELLES INTERNATIONALES  
8, Villa des Fleurs - 92400 COURBEVOIE

# — éditorial —

## ETE - SHOW

CET ÉTÉ 1985 AURA VU, POUR LA PREMIÈRE FOIS, UNE ASSOCIATION MEMBRE DE LA FFSPN FAIRE LA "UNE" DES JOURNAUX PENDANT PLUSIEURS SEMAINES.

DISONS-LE TOUT DE SUITE ; NOUS AURIONS PRÉFÉRÉ QUE CELA N'ARRIVE PAS. UN MILITANT EST MORT DANS CETTE SORDIDE AFFAIRE - FAIT ESSENTIEL TROP SOUVENT OUBLIÉ. CETTE OPÉRATION N'EST RIEN D'AUTRE QU'UN ACTE TERRORISTE.

CE GENRE D'ACTE EST, EN GÉNÉRAL, RAPIDEMENT CONDAMNÉ PAR LA CLASSE POLITIQUE ET DONNE LIEU, SOUVENT, À DES MANIFESTATIONS DE SYMPATHIE ENVERS LES VICTIMES ; TOUT LE MONDE SE SOUVIENT D'UN PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SE RENDANT SUR LES LIEUX D'UNE ATTENTAT... DANS LE PLASTICAGE DU "RAIN-BOW-WARRIOR" ; RIEN ! LA CLASSE POLITIQUE S'EST TUE. DE TOUT BORD, ON A FAIT LE MINIMUM DE DÉCLARATIONS PRESQUE TOUJOURS CENTRÉES SUR LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES SECRETS FRANÇAIS. IL FAUT DIRE QUE L'ON CONNAISSAIT LE TERRORISME POLITIQUE, RACISTE, MAIS PAS ENCORE LE TERRORISME ANTI-ÉCOLOGIQUE. EXPRIMER SON SOUTIEN À DES GENS QUI DÉFENDENT UN PATRIMOINE NATUREL, NOS POLITIQUES N'EN ONT PAS L'HABITUDE. ET PUIS, L'ÉCOLOGIE, CELA VAUT-IL LA PEINE DE S'EN OCCUPER ? NOUS DEVONS CONSTATER QUE SI LA FAUNE ET LA FLORE PASSIONNENT DE PLUS EN PLUS NOS CONCITOYENS (LES SONDAGES LE MONTRENT), C'EST LOIN D'ÊTRE LE CAS DES HOMMES POLITIQUES QUI S'OCCUPENT DES AFFAIRES DE NOTRE ÉTAT.

UN AUTRE ASPECT DÉSAGRÉABLE A PU ÊTRE CONSTATÉ ; LA TENTATIVE DE DISCRÉDIT DE L'ASSOCIATION GREENPEACE ; "ILS SONT MANIPULÉS (SI LES FRANÇAIS ONT PU Y INTRODUIRE UNE "TAUPE", D'AUTRES PAYS PEUVENT LE FAIRE) ; ILS SONT FINANCÉS PAR DES PUISSANCES ÉTRANGÈRES ; ILS AVAIENT DU MATÉRIEL D'ESPIONNAGE, ETC". TRISTE!! ON A ÉCHAPPÉ QUAND MÊME À L'IDÉE DE L'AUTO-SABOTAGE (POUR UN COUP DE PUB), DERNIÈRE MINUTE, EH BIEN SI! LE SOIR (BELGIQUE) VIENT D'ÉMETTRE CETTE HYPOTHÈSE (REPRISE PAR LIBÉRATION 28.8.85).

ENFIN, IL RESTE QUE LES SERVICES SECRETS FRANÇAIS SE SONT ATTAQUÉS À QUELQUES-UNS DES MILITANTS QUI, DE PAR LE MONDE, DÉFENDENT L'IDÉE DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATUREL DE NOTRE PLANÈTE. LE HAUT FONCTIONNAIRE PEUT FAIRE PART DE SA CONVICTION, NOUS AUSSI. CE N'EST PAS LA MÊME. IL EST POSSIBLE QU'ON N'ARRIVE JAMAIS À PROUVER DE FAÇON IRRÉFUTABLE QUE SE SONT DES AGENTS DE LA DGSE QUI ONT POSÉ LES MINES, CELA N'EMPÊCHERA PAS QUE NOUS CONTINUERONS DE PENSER QU'ILS L'ONT FAIT ET QU'AINSI ILS ONT TUÉ. D'AILLEURS, QUI CROIT QU'ON ENVOIE DES SUPER-PLONGEURS POUR UNE QUELCONQUE MISSION D'OBSERVATION?

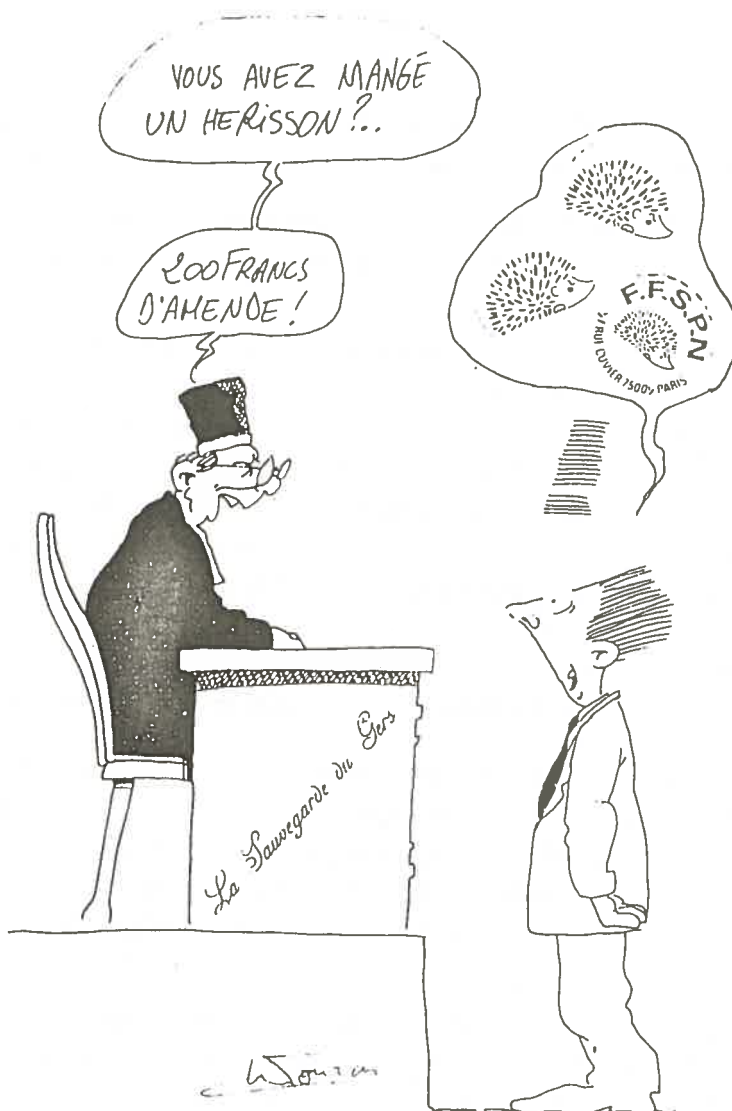
NOUS CONDAMNERONS TOUJOURS CE GENRE D'ACTION. CECI NE POURRA QUE RENFORCER NOTRE DÉTERMINATION. APRÈS TOUT, QUE NOS "JAMES BOND" S'INTÉRESSENT AUX ACTIVITÉS DE L'UNE DE NOS ASSOCIATIONS, C'EST LA RECONNAISSANCE DE L'IMPORTANCE ACCORDÉE À L'ACTION DES ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE LA NATURE.

ALORS, CONTINUONS !

J.P. LE DUC

*Un courrier important nous demande des informations et des détails sur l'événement. En gros, tout ce qui pouvait être dit se trouve dans la presse sauf... l'opinion des intéressés. C'est GREENPEACE qui est le mieux placé pour le faire. Un numéro spécial de leur journal sur l'affaire est en préparation. Il eut été inutile de reprendre la même chose dans ces colonnes. Aussi, nous vous conseillons de vous procurer le prochain numéro si vous n'êtes pas abonnés.*





AU DELA DES FAITS

MON CHER... HÉRISSON

Le tribunal d'Auch a eu à connaître récemment d'une affaire peu banale. L'homme qui comparait devant les juges gersois était accusé d'avoir mangé du hérisson.

Or, le hérisson étant une espèce protégée, sa consommation est assimilée (c'est le cas de l'écrire) à un délit. Pour cette audace piquante, contraire à la loi, le "mangeur de hérissons" est condamné à 200 F d'amende. Ça fait cher

le ragoût. A ce tarif, mieux vaut sans doute s'offrir une bonne langouste. C'est quand même autre chose que le hérisson... aux amendes, et on ne risque pas de se faire pincer !

MORALE DE L'HISTOIRE.

En mai 82, l'A.G de la FFSPN a décerné judiciairement un prix Gentiane à une brigade de gendarmerie du GERS. D'où la saine émulation entre les brigades pour protéger la nature !

Dessinet texte Charles TOUZAN

## REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE :

### ÉLÉPHANTS ET RHINOCÉROS TOMBENT SOUS LES COUPS DES BRACONNIERS.

Le Chef de l'Etat attaqué par des braconniers alors qu'il menait une action contre eux.

En République Centrafricaine, jusqu'alors considérée comme un des derniers bastions des animaux de cette vaste région, un recensement aérien récent a démontré que les braconniers avaient décimé les troupes d'éléphants et de rhinocéros.

L'étude statistique a révélé que le nombre d'éléphants trouvés morts était le double de celui des bêtes encore vivantes (environ 7861 carcasses pour 4308 animaux vivants) dans les 64400 km<sup>2</sup> du nord du pays. C'est là que se trouvent les deux parcs nationaux de Bamingui-Bangoran et de Manovo-Gounda-St Floris. Et le rapport de conclure qu'"il y a eu une réduction catastrophique du nombre d'éléphants dans les deux parcs nationaux". Dans la dernière décennie, la population d'éléphants est passée de 80 000 à 15 000 animaux, alors qu'en 1981, elle venait au deuxième rang pour l'Afrique centrale et de l'Ouest, derrière celle du Zaïre.

Dans la région étudiée, les rhinocéros noirs "ont été conduits à l'extinction". Pas un seul n'a été aperçu pendant le recensement aérien, alors qu'ils abondaient il y a quelques années seulement. En 1981, on évaluait la population des rhinocéros de République Centrafricaine à 1500 animaux dont 30 dans le seul parc de Manovo-Gounda St Floris. C'était le plus grand troupeau de rhinocéros de l'Afrique centrale et de l'Ouest.

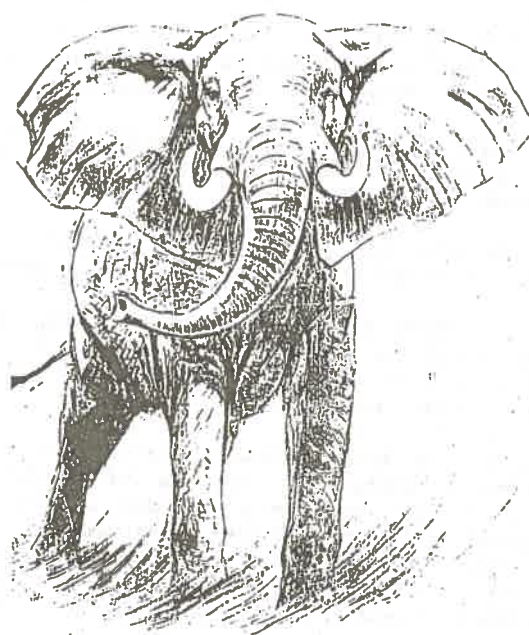
Ce recensement aérien a été effectué en juin 1981 par le WWF (World Wildlife Fund) et l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature et de ses Ressources), en collaboration et à la demande du Centre national pour la protection et l'aménagement de la faune (CNPAF), le Programme des Nations Unies pour le développement et la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture).

Dans son rapport, l'équipe qui a procédé au recensement, recommande notamment l'arrêt de tout commerce de l'ivoire dans le pays, la mise en oeuvre immédiate de mesures gouvernementales coordonnées de lutte contre le braconnage et ajoute que toutes les organisations et les personnes concernées devraient appuyer ces efforts.

Le Général André Kolingba, Chef de l'Etat, et quelques membres de son entourage qui étaient en visite dans plusieurs parcs nationaux ont été attaqués par des braconniers alors qu'ils descendaient d'hélicoptère pour inspecter des carcasses d'éléphants. Suite à une contre-attaque, 24 braconniers ont été arrêtés et 220 défenses confisquées. Leur poids moyen ne dépassait pas 2,5 kg ce qui laisse à penser que le nombre de jeunes éléphants massacrés atteint un pourcentage fort élevé.

Le rapport de MM. I. Douglas-Hamilton, J.M. Froment et G. Doungoubé, estime que "l'intensification du massacre des éléphants dans cette région serait due à la réouverture du commerce de l'ivoire en décembre 1981" et que "le braconnage est principalement le fait de Soudanais et de Tchadiens, à cheval", armés de lances et d'armes automatiques.

"Pour la première fois, nous avons la preuve chiffrée de la disparition des éléphants en Afrique Centrale, suite à la surexploitation de l'ivoire" déclare Douglas-Hamilton. "Ainsi se termine un processus qui touche le Soudan, le Centrafrique et le Zaïre".



Source WWF International



## LA SAUVEGARDE DE L'OURS DANS LES PYRÉNÉES EN 1984, TOUTE LA PRESSE EN A PARLÉ.

C'est le titre de la revue de presse que vient de publier le Groupe Ours, un ouvrage qui attire l'oeil par sa belle couverture et la richesse de son contenu.

Il rassemble en effet la quasi totalité des articles concernant la sauvegarde du plantigrade pyrénéen, parus dans la presse nationale, régionale et dans divers revues et magazines.

Dans l'avant-propos, Georges EROME, coordinateur du Groupe Ours a écrit :

*"1984 restera une date importante dans la longue histoire de la protection de l'Ours brun en France. Nous retiendrons en particulier :*

- la prise de conscience de l'opinion nationale,
- l'engagement résolu du Ministère de l'Environnement.

*C'est la mise en place du "PLAN OURS" doté de moyens en relation avec les objectifs à atteindre.*

*Nous souhaitons que la détermination des Pouvoirs Publics s'affirme et surtout qu'elle se pérennise. C'est à ce prix que la disparition de l'ours pyrénéen pourra être évitée.*

*Une voie est tracée. Nous la poursuivrons avec la même conviction et avec la même résolution, conscients des problèmes et des obstacles qui demeurent. Il appartiendra "simplement" à tous ceux (sans exclusive) qui refusent la mutilation de notre patrimoine faunistique, de les surmonter. Sans léser ni marginaliser quiconque".*

## LA DESTRUCTION DES NUISIBLES

LES CHASSEURS DU VAR RÉCLAMENT À LA DPN L'AUTORISATION D'UTILISER LE CYANURE DE POTASSIUM.

EN REPONSE AUX INTERVENTIONS D'UN CERTAIN NOMBRE DE PRESIDENTS DE SOCIÉTÉS DE CHASSE DU VAR CONCERNANT L'UTILISATION DU CYANURE POUR LA DESTRUCTION DES ANIMAUX CLASSES NUISIBLES, Gilbert SIMON, DIRECTEUR ADJOINT DE LA DPN A ECRIT AU PRESIDENT DE LA FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CHASSEURS DU VAR CE QUI SUIT :

(...)

D'une manière constante, le Ministère de l'Environnement a toujours été totalement opposé à l'utilisation de poisons, quel qu'ils soient. Je reconnais que le cyanure de potassium est pour la faune moins dangereux que la strychnine puisqu'il ne provoque pas d'empoisonnement en chafne, il est cependant beaucoup plus virulent et comme tous les poisons non sélectif. Il présente par ailleurs un danger sérieux pour la santé humaine, et c'est la raison pour laquelle la Commission d'Hygiène Publique de France du Ministère de la Santé s'est jusqu'à présent opposée à son utilisation à des fins de régulation d'espèces animales.

Il existe actuellement d'autres moyens de limiter les populations de renards et je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'en ajouter de plus dangereux.

(...)



## PRIX CHARDON 1985

M. SALLENAVE S'EXPLIQUE DANS UNE INTERVIEW AU "JOURNAL DU CHASSEUR".

LETTRE DU 19 JUILLET 1985 de M. SALLENAVE  
A M. J.P. RAFFIN

Monsieur le Président,

J'ai bien reçu votre lettre P/JPR/394 du 12 juillet 1985 et le témoignage matériel du Prix Chardon que les Associations de la FFSPN m'ont attribué.

Je n'ai en aucune façon l'intention d'évoquer à nouveau un évènement auquel je n'attache pas une bien grande importance, chacun en matière de protection réelle et efficace de la nature devant être seulement jugé sur ses actes.

Pour vous permettre de connaître mes "impressions" sur votre décision, je vous adresse ci-joint le texte d'une interview qui paraîtra très certainement dans le prochain numéro du "Journal du Chasseur". Vous y trouverez les précisions sur mon "refus de dialogue", précisions qui compléteront les informations très partielles et de ce fait forcément inexactes, dont vous disposiez lors de votre Assemblée Générale.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

H. SALLENAVE.

INTERVIEW AU "JOURNAL DU CHASSEUR"

### QUESTION

"Pourriez-vous, pour les lecteurs du "Journal du Chasseur", nous faire part de vos impressions sur cette "distinction" que nous considérons comme la consécration d'une ligne de conduite désagréable aux irréductibles de la dépréciation de la chasse ?"

### REPONSE

Je voudrais d'abord dire qu'il ne faut pas donner à cette information plus d'importance qu'elle n'en mérite.

Par ailleurs, s'il y a refus de dialogue, celui-ci ne sera vraisemblablement que temporaire et se limitera aux échelons local, départemental et régional.

Je rencontrerai, comme par le passé, les "protecteurs" dans les Instances Nationales.

C'est à ce niveau que j'apprécierai l'évolution de leur comportement vis à vis de la chasse et des chasseurs.

Cela dit, la réaction de la Fédération Nationale des Associations de Protection de la Nature témoigne d'un curieux état d'esprit.

Mais elle ne m'étonne qu'à moitié. Les gens intolérants sont hélas nombreux.

Voilà en effet une Fédération Nationale qui prétend ne pas être anti-chasse, alors qu'elle cautionne l'action du ROC (Rassemblement des Opposants à la Chasse) et qu'elle est (à répétition) en justice et- s'il vous plaît- devant le Conseil d'Etat :

- pour faire annuler un certain nombre d'arrêts :

a) sur l'ouverture de la chasse de la caille des blés, migrateur précoce qui a quitté nos provinces après s'y être reproduit, au plus tard début septembre et qu'on ne peut chasser qu'à partir de la mi-août.

b) sur l'utilisation des appelants pour un certain nombre de chasses traditionnelles au gibier migrateur, dont chacun sait maintenant (même si cette "révélation" est gênante) que ces chasses sont sélectives et n'entraînent aucun prélèvement massif.

Demander l'interdiction des appelants, c'est demander en fait - et les "protecteurs" le savent bien - la suppression de ces chasses et en particulier celle de la palombe.

Ayant défendu depuis de nombreuses années ces chasses, à Paris et à Bruxelles et ayant de haute lutte obtenu leur légalisation, je ne pouvais enregistrer une attaque aussi insidieuse - et par là même peu courageuse - sans réagir... ce que j'ai fait.



Autre action : pour faire annuler les arrêtés préfectoraux reconnaissant aux fédérations de chasseurs la qualité et l'agrément en tant qu'Associations de protection de la nature, comme si, seuls, ceux qui appartiennent à leurs associations avaient une qualification quelconque et surtout une exclusivité pour protéger la Nature.

Je vous signale à ce sujet, que la Fondation Nationale pour la Protection des Habitats de la Faune Sauvage a été créée et financée par les seuls chasseurs, qu'elle a été reconnue d'utilité publique en octobre 1983 et définitivement constituée en mai 1984.

Je suis le Rapporteur de ce dossier depuis 5 ans devant le Congrès des Fédérations de Chasseurs. Je l'ai fait avancer et aboutir et notre action en faveur de la protection de la nature progresse, en ACTES bien sûr et non en paroles, puisque nous sommes devenus en un an propriétaires de plus de 700 ha, mis en réserves et que ce chiffre va augmenter sensiblement très vite.

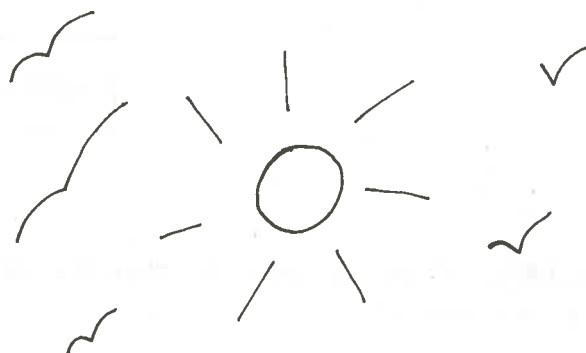
Je voudrais savoir, dans ces conditions, qui est réellement protecteur de la nature et si c'est une tare d'être à la fois chasseur et protecteur.

Il est vrai qu'il y a des jaloux partout... et que l'on se trompe souvent de cible.

Vous me pardonnerez pour conclure de modifier un vieil adage en affirmant : qu'il faut bien faire et qu'il faut aussi le dire;

N'en déplaise à certains.

Et à tout prendre, pour quelqu'un qui - comme moi - a fait des études assez poussées de botanique et à beaucoup herborisé, le chardon - re gardez le bien - est une jolie plante qui a beaucoup de caractère... et de piquant.



LA FLEPNA PROTESTE :  
IL FAUT INTERDIRE TOUTE ENQUÊTE PUBLIQUE  
PENDANT LES CONGÉS D'ÉTÉ.

Du 1er au 8 Août 1985, une enquête publique accompagnant la demande déposée par la COGEMA d'autorisation de stockage d'explosifs se déroule sur la commune de Compreignac. Le dossier est déposé à la Mairie.

Le principe d'une enquête publique est d'informer les populations concernées d'un projet présentant des risques pour la santé et/ou l'environnement.

L'usage veut que les enquêtes publiques n'aient jamais lieu pendant les périodes de vacances (juillet et août tout particulièrement). Or, du 20 au 27 juillet, s'est déjà déroulée une "consultation" similaire sur la commune de ST SYLVES-TRE. C'est pourquoi la FLEPNA proteste contre le fait que de telles enquêtes publiques aient été programmées à ces dates.

Alors que la réglementation sur les enquêtes publiques vient d'être modifiée pour une meilleure démocratisation de l'information, comment expliquer le choix de ces dates si ce n'est par le mépris le plus total de l'administration envers les populations locales qui sont consultées - puisque la loi l'oblige - sans leur donner la possibilité de réagir ?

Par ailleurs, la FLEPNA, solidaire des associations locales de protection de l'environnement, condamne l'ouverture de toute nouvelle mine d'uranium sur la commune touristique de COMPREIGNAC et demande que si, par malheur, les projets se concrétisaient, les enquêtes publiques obligatoires ne se déroulent pas dans les mêmes conditions.



# europe

## LES VINGT ANS DU DIPLOME EUROPEEN DES ZONES PROTEGEES

A l'occasion de son vingtième anniversaire, rappelons que le Diplôme européen peut être accordé à la demande d'un gouvernement pour des territoires, sites ou monuments naturels ayant une valeur internationale et un intérêt particulièrement européen pour la sauvegarde du patrimoine naturel en raison de leurs qualités scientifiques, culturelles, esthétiques, récréatives et jouissant d'un régime de protection. Le Diplôme européen a pour effet de placer le site ou le monument sous le patronage du Conseil de l'Europe. Les premiers diplômes ont été décernés en 1966 aux réserves naturelles des Hautes Fagnes en Belgique, de la Camargue en France et au Parc National du Peak District au Royaume-Uni. Il est accordé pour une période de cinq ans à la suite d'une appréciation sur les lieux. Son renouvellement pourra être obtenu après expertise tous les cinq ans si l'état de la zone est le même qu'à l'époque de l'octroi et qu'aucune dégradation ne soit intervenue. Un rapport annuel sur l'état et les aménagements effectués dans la zone devra être communiqué au Conseil de l'Europe. En cas de menaces graves du site, le Diplôme peut être retiré.

Le Comité d'experts des zones protégées vient de se réunir à Strasbourg pour examiner les rapports annuels sur les 21 zones diplômées. Il a proposé l'octroi du Diplôme au Parc national du Bayerischer Wald, République Fédérale d'Allemagne, dans la catégorie A, si toutefois il remplit certaines conditions, notamment la réduction progressive de l'exploitation forestière d'environ 50 % et l'élargissement des réserves proportionnellement à cette réduction.

De plus en plus, de pressions pèsent sur les zones diplômées qui mettent en péril les objectifs prioritaires de conservation des écosystèmes de ces zones. Si le renouvellement du Diplôme européen a été accordé à 7 réserves naturelles et parcs nationaux, il a néanmoins été assorti de recommandations et de conditions :

La Réserve naturelle des Hautes-Fagnes, Belgique, devrait établir un plan de gestion basé sur une analyse des valeurs écologiques en maintenant l'aspect caractéristique des différents types de végétation.

Pour la Réserve naturelle de Camargue, France, le budget de fonctionnement devrait être d'un niveau garantissant une gestion adéquate. La prospection pétrolière ou d'autres projets de développement dans les zones proches de la réserve ne devraient pas être poursuivis s'ils présentent un risque pour l'existence future de la réserve. Dans le Parc national de la Vanoise, il faudrait

interdire, d'une part, la construction du barrage du Clou et, d'autre part, l'installation de remontées mécaniques, plus particulièrement celle envisagée entre les stations de Val d'Isère et de Bonneval-sur-Arc. L'amélioration de la situation économique de cette commune ne doit être recherchée que par des solutions ne mettant pas en cause la pérennité du Parc qui est d'intérêt européen. Dans le parc national des Pyrénées Occidentales et dans les zones périphériques, il est primordial de renoncer totalement à de nouvelles installations touristiques. Toute opération d'échange tolérant des empiètements sur le terrain du parc moyennant compensation dans la zone périphérique devra être évitée.

Dans la Réserve naturelle du Siebengebirge, R.F.A., la création de peuplements forestiers proches de la nature devra être imposée lors de la révision des plans de gestion. En Turquie, dans le Parc national de Kuscenneti, il faudra éviter que la construction du barrage de Kocacay ait des répercussions sur l'écosystème du lac et du site diplômé : maintenir le régime hydrologique naturel du lac Manyas avec des variations saisonnières naturelles du niveau d'eau. Enfin, dans le parc national du Peak District,

Royaume-Uni, il convient de combler au plus vite le vide juridique qui autorise actuellement la réouverture des carrières. Le projet de réservoir d'eau à Longdendale devrait être définitivement abandonné.

## PARLEMENT EUROPEEN :

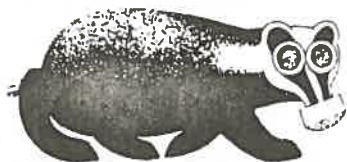
### PROTECTION DES BALEINES

Le Parlement Européen s'est prononcé sur la protection des baleines en demandant aux institutions et aux gouvernements de faire pression sur l'URSS, le Japon et la Norvège pour qu'ils respectent la décision de la Commission Internationale Baleinière, qui met fin à la capture des baleines à des fins commerciales. L'arrêt progressif des captures doit commencer en juillet 1986. Il demande aussi aux autorités des îles Féroé et du Danemark de mettre fin à la chasse au rorqual (*Balaenopteridae*) et à celles du Portugal de cesser la chasse au cachalot (*Physeter catodon*). En outre, la Commission est invitée à enquêter sur l'huile de cachalot qui serait introduite illégalement dans la Communauté par Rotterdam ou Anvers. (Doc. A2-22/85).

## ROYAUME-UNI :

### MEILLEURE PROTECTION POUR LE BLAIREAU

Le blaireau sera mieux protégé grâce à un amendement à la loi de 1981 "Wildlife and Countryside Act" : la charge de la preuve devra être à l'accusé. Jusqu'à présent, c'était au plaignant de prouver que l'accusé était en train de déterrer des blaireaux. Souvent, l'accusé était relaxé en convaincant le tribunal qu'il déterrerait des renards, ce qui est légal. Malgré la protection dont le blaireau jouit déjà, le déclin de cette espèce continue.



# — colloques —

## LE TOURISME CONTRE L'AGRICULTURE ?

### ENJEUX FONCIERS EN PAYS MÉDITERRANÉEN

17,18,19 OCTOBRE 1985

RAMATUELLE (VAR)

Ce colloque international est organisé par l'Association pour le Développement et les Etudes Foncières avec le concours du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les débats de ces trois journées seront consacrés aux thèmes suivants :

- les conflits entre développement du tourisme, défense de l'environnement et maintien de l'agriculture.

- l'affrontement des logiques écologistes et économiques dans l'allocation des sols.
- la gestion des conflits par les documents d'urbanisme.
- la politique de l'eau
- la politique du feu
- la politique de la mer.

Frais d'inscription et de séjour: 1300,00F

Inscription :

ADEF  
64, rue de la Fédération  
75015 PARIS  
Tél. 306.55.40

\*\*\*\*\*

## RENCONTRES NATIONALES SANTÉ - ENVIRONNEMENT

10,11,12 OCTOBRE 1985

BESANCON

Organisées par la Fédération de Protection de la Nature et de l'Environnement du Doubs, avec la participation de :

- l'Observatoire Régional de la Santé de Franche Comté
- l'Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain.

et le soutien du Ministère de l'Environnement, du Ministère de la Santé et autres organismes départementaux.

De nombreuses communications scientifiques prévues dans le programme de ces rencontres, seront consacrées, en particulier, à la qualité de l'air, de l'eau, de l'alimentation, etc et seront axées sur la mise en évidence des rapports qui existent entre notre environnement et notre santé.

Frais d'inscription : 300,00 F  
(donnant accès à toutes les manifestations - communications, conférences, excursions, etc..)

Inscription avant le 15 SEPTEMBRE auprès du :

Secrétariat des Rencontres Santé-Environnement  
Observatoire Régional de la Santé  
16, rue des Villas  
25000 BESANCON  
tél. : 16.81.80.36.22

\*\*\*\*\*

PREMIÈRE RENCONTRE INTERNATIONALE  
DE TOULOUSE (FRANCE)  
"AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT"

RIENA - ROYAN



La Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature organise la première rencontre internationale de Toulouse "Agriculture et Environnement" les 16,17,18 Octobre 1986 sur le thème suivant :

"LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (P.A.C)  
LES RÉGIONS DÉFAVORISÉES ET LA PROTECTION DE  
L'ENVIRONNEMENT".

Les deux premières journées seront consacrées à des débats bilingues français-anglais, à partir de communications écrites de haut niveau. La troisième journée sera consacrée à des visites dans une région défavorisée du Midi-Pyrénées. Enfin, un séjour touristique sera prévu à la demande.

Le groupe de pilotage de cette manifestation comprend :

- la Fondation Européenne de la Culture (Amsterdam, Pays-Bas)
- le Ministère de l'Environnement (France)
- le Ministère de l'Agriculture (France)
- la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature (Paris, France)
- l'Université des Sciences Sociales de Toulouse et l'Institut National de la Recherche Agronomique (ESR) (France)
- le Conseil Régional de Midi-Pyrénées (Toulouse, France)
- l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture (Paris, France)
- la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (Paris, France).

Si vous souhaitez participer à cette rencontre, présenter une communication écrite ou simplement être informé de sa préparation, veuillez contacter :

M. Charles TOUZAN - INRA- ESR  
BP 27  
31326 CASTANET (France)

RENCONTRES 85 : 6 - 11 SEPTEMBRE

LES RIENA DE ROYAN : CARREFOUR ANNUEL DE  
L'ENVIRONNEMENT,

Le succès croissant remporté par les RIENA de ROYAN a doublé le Festival du film "ENVIRONNEMENT et NATURE" d'un véritable marché des idées et des réalisations.

Marché international, les RIENA DE ROYAN sont ouvertes à la vie industrielle et commerciale, ouvertes à la vie scientifique, ouvertes aux arts et aux techniques.

Ce carrefour annuel des idées, des projets et des réalisations, permet à tous les participants de préciser leur réflexion, leur politique, leur création.

Il leur permet de se situer dans le marché présent et de se mieux définir dans le marché à venir dont ils ont la représentation concrète et réaliste sous les yeux.

Convergences des informations et des interrogations, les RIENA DE ROYAN mettent en présence, du plus haut niveau au plus large public, vendeurs et acheteurs de tout ce qui concerne l'environnement.

AU PROGRAMME 85

- ANIMAUX ET PUBLICITE
- ASSOCIATIONS ET COMMUNICATION
- PRODUCTION ENTREPRISE ET MECENAT
- SOIREE BRESILIENNE
- ARCHITECTURE MODERNE, ETC...

Pour toute information complémentaire :

Marie Pierre CABELLO  
Directeur du Festival  
92, rue de Colombes  
92600 ASNIERES

Tél 790.32.01

ou

à ROYAN :

Tél. 16.46.38.65.22

6-11.9.85 (10h 00 - 19 h 00)



# stages

## A LA DECOUVERTE DES OISEAUX HIVERNANTS

9,10,11 NOVEMBRE 1985

CHARENTE MARITIME

La Ligue pour la Protection des Oiseaux, dans le cadre des activités de son bureau à Paris, organise un voyage de 3 jours ouvert à tous ceux qui veulent en savoir plus sur les oiseaux du littoral.

Lors de ce voyage, les participants visiteront la Réserve Naturelle des Marais d'Yves, la Réserve de Lilleau des Niges et les milieux écologiques de l'île de Ré.

Prix : 950 F (transport, séjour, hébergement, pension complète) pour les non adhérents  
900 F adhérents LPO

Inscriptions:

LPO  
Michel CRAMOIS  
48, rue Ste Anne  
75002 PARIS  
Tél. (1) 703.40.60

\*\*\*\*\*

## REGION NORD - PAS-DE-CALAIS

### CYCLE DE FORMATION POUR LES MEMBRES D'ASSOCIATIONS ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE

La Maison de la Nature et de l'Environnement de Lille organise à la rentrée plusieurs stages intéressants, ouverts à tous les membres militants d'Associations de l'Environnement et du Cadre/Vie de la région Nord/Pas-de-Calais.

de

Ces stages sont financés par l'Etat et la Région dans le cadre du contrat de plan particulier sur l'Environnement.

Les samedis 21 et 28 septembre 1985

## VOTRE ASSOCIATION ET L'INFORMATIQUE

Ces deux journées de stage permettront aux stagiaires de s'initier à l'informatique et leur donneront les moyens de définir les besoins de leur association en la matière.

Le samedi 12 octobre 1985 :

## L'ACCÈS AUX MÉDIAS

Une journée de formation sur les rouages des médias et la manière d'être efficace en ce domaine. Avec l'intervention des professionnels (Ecole de journalisme, FR 3, animateurs de radio).

Le samedi 16 novembre 1985 :

## DES TECHNIQUES, DES RESSOURCES AUDIOVISUELLES

Cette journée vise à améliorer la capacité des associations à proposer des services et animations grand public attrayants, basés sur des techniques modernes bien maîtrisées.

## petites annonces



### Le FLR recherche 3 objecteurs de conscience :

- 1 pour le contingent de novembre ; lieu d'affectation : Centre de Soins de la Faune Sauvage à la Barre en Ouche en Normandie,
- 1 pour le contingent de novembre et 1 pour le contingent de mai, pour le siège de l'association à St Cloud. Le travail consistera à participer aux tâches administratives de l'association et à assurer toute l'organisation de la surveillance des aires de rapaces sur notre territoire. L'association dispose, dans ses bureaux, d'un ordinateur que tous les permanents peuvent utiliser, les objecteurs pourront ainsi se familiariser ou approfondir leurs connaissances sur ce matériel.

Une autre possibilité intéressant les membres de l'association : le suivi des procédures judiciaires au sein d'une équipe assez compétente en la matière.

Durant la période estivale, ils pourront être affectés à des tâches de terrain dans le cadre des grandes opérations mises en place : Orgambideska, Gruissan, Prat de Bouc, etc..

Fonds d'Intervention pour les Rapaces  
29, rue du Mont Valérien-  
92210 ST CLOUD- tél. (1) 771.02.87

### L'Association des Naturalistes Orléanais recherche :

Deux objecteurs de conscience pour novembre 85 dans les domaines suivants :

Poste 1 : conception, réalisation et tirage des publications de l'Association, comprenant notamment une revue mensuelle,

Poste 2 : aide technique aux opérations de protection de l'environnement engagées par l'Association : constitution de dossiers, suivi et surveillance sur le terrain des sites sensibles, etc.

Ecrire ou téléphoner à :

ASSOCIATION DES NATURALISTES ORLEANAIS  
2, rue Marcel Proust  
45000 ORLEANS  
Tél. (38) 53.87.60

\*\*\*\*\*

### Recherche :

Objecteur de conscience pour novembre 85

Ecrire à :

Société d'Etude et de Protection de la Nature  
en Loir et Cher  
9ter, chemin de Landes  
41000 BLOIS.

### Recherche :

Botanistes amateurs ou professionnels pour participer à une carte de répartition (voire taxonomie) des formes sauvages, spontanées d'espèces cultivées en France.

Pyrus, Malus  
Allium, Brassica  
Graminées et légumineuses (Fourrage, Gazon...)

Framboisier, Tulipe, Lis, Narcisse.

Prendre contact avec :

Pierre GUY  
INRA  
86600 LUSIGNAN  
Tél. (49)43.95.11  
Télex : 791.191 F

### C.I.E. Tronçais recrute :

un(e) permanent(e) plein temps (gestion + animation). Salaire mensuel 5000,00 F brut.

Formation écologie et motivation pour protection de la nature souhaitées.

Envoyer C.V et lettre motivation au :

CIE Tronçais  
03360 ST BONNET-TRONCAIS  
Tél. (70)06.14.69

avant le 15.9.85 pour embauche 1er octobre .

## La Maison de la Nature et du Paysage de Côte d'Or recherche :

un objecteur pour fin 85. Activités d'animation nature, stages, camps de vacances, expositions, aménagements nature..

S'adresser à :

MAISON DE LA NATURE  
17, rue Cazotte  
21000 DIJON

Tél. (80) 30.78.52

## VOYAGE ENVIRONNEMENT EN COTE D'IVOIRE

15 jours en mars 1986 pour découvrir l'environnement tropical et ses problèmes : réserves de biosphère MAB (forêt TAL, parc COMOE...), vie économique en brousse, Environnement et Développement.

Prix : 6800 F tout compris

Renseignements :

MAISON DE LA NATURE  
BP 2538  
21054 DIJON CEDEX

Objecteur cherche poste domaine flore.

Contacter :

MARCHAND Gilles  
36, allée Thiellement  
93340 LE RAINCY  
Tél.16 (1) 302.43.19

Brevet technique Agriculture générale  
BTS horticole.

Incorporation novembre.

## COLLOQUE

### REGARDS SUR L'AVENIR DE L'ILE DE RE

6 ET 7 SEPTEMBRE 85

### LE BOIS EN RE

Organisé par l'ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE EN POITOU-CHARENTES ET LE GROUPEMENT D'ETUDES RETAISES

Parmi les thèmes qui seront abordés, il faut citer :

- l'île de Ré - occupation et exploitation des milieux naturels - dangers et remèdes
- les problèmes d'urbanisation dans l'île de Ré
- le problème foncier et l'avenir de l'île de Ré
- réconciliation du Transport et de l'Environnement.

Il faut également signaler la présence du Commandant COUSTEAU qui présentera ses solutions au problème de l'île de Ré.

Inscription et renseignements à :

A.D.R.T.

26, rue du Général Sarrail - esc. C

86000 POITIERS.

## UNE BONNE INITIATIVE

La FRAPNA SAVOIE réalise depuis le mois de juin une revue de presse mensuelle qui rassemble les articles les plus représentatifs, relatant ce qui se passe en matière de l'environnement et de la protection de la nature.

Une idée qui peut vous intéresser !



## Compte rendu de la REUNION DE LA CITES A BUENOS AIRES

La cinquième réunion de la Conférence des Parties s'est tenue à Buenos Aires du 22 avril au 3 mai de cette année. Soixante-six Parties, sur un total de 87 à la date de la Conférence, y étaient représentées, ainsi que plusieurs Etats participant à titre d'observateurs et de nombreuses organisations gouvernementales et non gouvernementales, tant internationales que nationales. Jamais la participation à une Conférence de la CITES n'avait été aussi nombreuse.

L'UICN a été représentée pendant les premiers jours de la Conférence par Monsieur Kenton R. Miller, son directeur général, ainsi que par une forte délégation conduite, après le départ de M. Miller, par M. Michael Tjilman, directeur du Centre de surveillance continue de la conservation de la nature. M. Miller, lors de la séance d'ouverture, a prononcé un discours soulignant l'importance de la coopération entre les deux organisations.

La Conférence avait un ordre du jour très chargé et peu de temps pour examiner en profondeur bien des questions sur lesquelles elle était appelée à prendre des décisions importantes. Les causes de tension ont été nombreuses et les discussions ont pris, par moments, un tour passionné.

L'importance majeure pour l'avenir de la CITES est la faille qui apparaît de plus en plus entre deux groupes de pays et dont une manifestation sont les déclarations faites lors de la séance de clôture par les délégués du Zimbabwe et de l'Inde.

Ce phénomène de polarisation, comme on l'a appelé pendant la Conférence, semble être dû à des différences d'interprétation de la philosophie de base de la Convention. Pour certains, la CITES est avant tout une Convention de conservation et, en conséquence, les nécessités de la conservation doivent l'emporter sur les considérations économiques.

Pour d'autres, la CITES devrait être considérée comme un traité de commerce dont l'objet est d'aider les pays producteurs à exploiter leurs ressources en faune et en flore sauvages d'une manière durable, conformément à la Stratégie mondiale de la conservation, et, en ce faisant, de contribuer à protéger une source de richesse économique. Ils considèrent donc les objections qui ont été faites contre leurs propositions d'élevages en ranch, les propositions, émanant d'Etats qui ne font pas partie de l'aire de répartition d'une espèce, d'inscrire cette espèce à une Annexe de la Convention, ou l'instauration de contrôles à l'importation plus stricts que ceux que prévoit la Convention comme des ingérences injustifiées et une manifestation de méfiance dans leur capacité de gestion de leur vie sauvage. La proposition qui consistait à considérer la prise de mesures de contrôle plus sévères par les Etats importateurs comme une violation de l'esprit de la CITES était, bien évidemment, en contradiction complète avec l'article XIV.1 de la Convention. Elle a, toutefois, été retirée et renvoyée à un groupe de travail qui se réunira dans l'avenir.

Il est remarquable, cependant, que ces deux groupes de pays se fondent sur le préambule de la Convention pour justifier leur position.

Il est évident que ces contradictions devront être résolues si l'on veut éviter de nouvelles confrontations qui pourraient déboucher sur un affaiblissement de la Convention. De même, il sera nécessaire que les pays producteurs trouvent des modes d'exploitation de leur faune et de leur flore sauvages qui soient à la fois scientifiquement valables et économiquement rentables si l'on veut que les habitats naturels, et toutes les espèces qu'ils

contiennent, soient préservés pour les générations futures. Les élevages en captivité ou en ranch, s'ils sont scientifiquement fondés, peuvent être la preuve que la CITES a réussi à persuader des producteurs de passer de la chasse ou de la cueillette à des formes d'exploitation plus profitables. Les propositions relatives à l'élevage en ranch qui ont été présentées à la Conférence à Buenos Aires n'ont pas été rejetées pour des raisons de principe, mais parce que la majorité des Parties estimait qu'elles n'offraient pas de garanties suffisantes. L'avenir de la CITES peut cependant fort bien dépendre de l'acceptation par la Conférence de propositions d'exploitation qui soient fondées sur des données scientifiques sûres et assorties de moyens de contrôle efficaces. L'adoption à Buenos Aires d'un système de marquage et de contrôle pour les spécimens provenant d'élevages en ranch ainsi que du principe des quotas pour l'exportation d'ivoire brut et des peaux de certains crocodiles constitue certainement une étape importante dans ce sens.

Il ne faut pas, cependant, sous-estimer la difficulté de se procurer des informations scientifiques exactes et impartiales en temps voulu pour qu'elles puissent servir de base aux décisions de gestion prises par les Parties et par la Conférence. D'ailleurs, la valeur des avis scientifiques du secrétariat de la CITES a été critiquée par certaines délégations et une résolution a été adoptée par la Conférence donnant au Secrétariat des lignes directrices sur la façon dont il devra, à l'avenir, présenter ses recommandations sur les propositions d'amendements aux Annexes.

Une autre cause de tension semble avoir été due au rôle que certaines Parties et ONG ont joué en coulisse. Des délégations sont intervenues en séance pour dénoncer des pressions ou des intrigues et, à plusieurs reprises, notamment lorsque la Conférence a eu à se prononcer sur les propositions d'élevage en ranch ou sur le lieu de la prochaine Conférence (qui se tiendra au Canada en 1987), des scrutins à bulletins secrets ont été demandés.

En ce qui concerne plus particulièrement le rôle des ONG, il semble que certaines d'entre elles soient considérées par plusieurs délégations comme des organisations qui cherchent à faire obstacle aux efforts de développement de leurs pays, en défendant une façon de concevoir la protection de la nature qui est celle de sociétés développées.

Il est évident qu'il faut résister à toute tentative d'affaiblir la Convention et le rôle des ONG est et restera, à cet égard, d'une valeur inestimable. En outre, le droit des ONG de participer à la Conférence en tant qu'observateurs est consacré par la Convention elle-même. En revanche, leur crédibilité pourrait être mise en cause et des tentatives visant à limiter leur participation pourraient voir le jour si elles font preuve d'une attitude négative sans justifications scientifiques sérieuses.

Les membres de l'UICN sont, en conséquence, instamment invités à appuyer, le plus fermement possible, le maintien d'une CITES forte, à résister à toute tentative visant à l'affaiblir, à faire en sorte qu'elle soit appliquée effectivement par leurs autorités nationales ainsi qu'à identifier et à dénoncer les infractions à ses dispositions.

Les membres de l'UICN devraient cependant également reconnaître que l'efficacité de la Convention dépend dans une très grande mesure de l'exactitude et de la crédibilité des informations scientifiques qui servent de base aux décisions de la Conférence ainsi que de l'acceptation par les Parties de propositions, par exemple pour l'élevage en ranch, qui soient scientifiquement fondées et susceptibles d'être effectivement appliquées, conciliant ainsi les impératifs de la conservation et du développement.

## Reptiles

- l'élapidé Hoplocephalus bungaroides
- Amphibiens
- Rheobatrachus spp.
- les grenouilles Rana tigerina et Rana hexadactyla

## Mollusques

- les bécotiers (Tridacnidae spp.) qui ne sont pas déjà inscrits à l'Annexe II

## Arachnides

- la tarantule à pattes rouges mexicaine (Brachypelma smithi)

## Coraux

Dix-sept genres de coraux :

- Seriatopora spp.
- Pocillopora spp.
- Stylophora spp.
- Acropora spp.
- Pavona spp.
- Fungia spp.
- Halomitra spp.
- Polyphyllia spp.
- Favia spp.
- Platygyra spp.
- Merulina spp.
- Lobophyllia spp.
- Pectinia spp.
- Euphyllia spp.
- Millepora spp.
- Heliopora spp.
- Tubipora spp.

## Transferts de l'Annexe I à l'Annexe II

- la population chinoise de Felis bengalensis bengalensis
- la population du crocodile du Nil (Crocodylus niloticus) de plusieurs pays africains (Cameroun, Congo, Kenya, Madagascar, Malawi, Mozambique, Soudan, Tanzanie, Zambie) selon des quotas nationaux
- la population indonésienne du crocodile marin (Crocodilus porosus) selon un quota national
- la population de transférer de l'Annexe I à l'Annexe II la population des Seychelles de la tortue à écaille (Eretmochelys imbricata) a été rejetée
- la proposition de transférer de l'Annexe I à l'Annexe II deux espèces de varans (Varanus bengalensis et Varanus flavescens) n'a pas été examinée par la Conférence en l'absence du Bangladesh, qui était l'auteur de la proposition

## Suppression de l'Annexe I

- Bufo periglensis (étant entendu que Costa Rica inscrira l'espèce à l'Annexe III)

## Flore

## Transferts de l'Annexe II à l'Annexe I

- Saussurea lappa
- Ceratozamia spp.

Toutes propositions constructives que les ONG pourraient faire en ce sens seraient certainement accueillies très favorablement par les Parties.

Un autre problème qui est apparu à la Conférence est qu'outre certains pays qui n'ont jamais payé leur cotisation à la CITES, de nombreuses Parties sont en retard dans leurs versements. Cela peut avoir pour conséquence de sérieuses difficultés financières pour le Secrétariat de la CITES.

Le directeur général de l'UICN a fait savoir qu'il interviendrait auprès des Etats membres de l'Union pour qu'ils remédient à cette situation. Tous les autres membres de l'UICN sont, cependant, également invités à user de leurs bons offices pour encourager les Parties contractantes à verser leur contribution aussitôt que possible.

## 1. a AMENDEMENTS AUX ANNEXES

La Conférence a adopté les amendements suivants aux Annexes à la Convention :

## Faune

### Inscriptions à l'Annexe I

#### Mammifères

- le muntjak noir (Muntiacus crinifrons)

#### Oiseaux

- le jabiru américain (Jabiru mycteria)

### Transferts de l'Annexe II à l'Annexe I

#### Mammifères

- les rhinopithèques (Pygathrix spp., y compris Rhinopithecus)
- la proposition de transférer le narval (Monodon monoceros) de l'Annexe II à l'Annexe I a été rejetée

#### Oiseaux

- l'ara de Buffon (Ara ambigua)
- l'ara macao (Ara macao)
- la population nord-américaine du faucon gerfaut (Falco rusticolus) (en conséquence l'espèce tout entière est maintenant à nouveau inscrite à l'Annexe I)
- le faucon laggar (Falco laggar)

### Inscriptions à l'Annexe I

#### Mammifères

- le fennec (Vulpes fenecis) zarda)
- le takin (Budorcas taxicolor)
- la proposition d'inscrire le phoque à capuchon (Cystophora cristata) à l'Annexe II a été rejetée

#### Oiseaux

- toutes les grues (Gruidae spp.) qui ne sont pas déjà inscrites aux Annexes I ou II

#### Suppression de l'Annexe I

- Gymnocarpus przewalskii
- Melandrium mongolicus
- Silene mongolica

#### Inscription à l'Annexe II

- Camellia corysantha

#### Suppression de l'Annexe II

- Anigozanthos spp.
- Macropidia fuliginosa
- Thermopsis mongolica
- Banksia spp.
- Conospermum spp.
- Dryandra formosa

#### -Stellaria pulvinata

#### -Ammopiptanthus mongolicum

- Dryandra polyccephala
- Xylomelum spp.
- Crowea spp.
- Gelezowia verrucosa
- Pimelea physodes
- Caryopteris mongolica

En outre, la Conférence a décidé que les contrôles prévus par la CITES s'appliqueraient, à quelques exceptions près, à toutes les parties et à tous les produits des espèces végétales inscrites à l'Annexe II. Une résolution allant dans ce sens avait déjà été adoptée au Botswana par la Conférence précédente. Mais, pour que cette décision soit juridiquement obligatoire, il était indispensable d'amender en conséquence l'Annexe II.

Toutes les autres propositions d'amendement ont été retirées.

A la fin de la Conférence, le Pérou appuyé par plusieurs autres délégations, a demandé l'adoption d'une résolution spéciale l'autorisant à exporter des quantités limitées de tissus en laine de vigogne, marqués de manière appropriée, dans le cadre d'un quota d'exportation annuel. La Conférence a cependant souligné que ce commerce ne pouvait être autorisé que si la vigogne était transférée à l'Annexe II. Une proposition de transfert pourrait faire l'objet d'un vote par correspondance.

#### 1.b ELEVAGE EN RANCH

La Conférence a adopté une résolution prévoyant un système uniforme de marquage pour les spécimens originaires d'un élevage en ranch, ainsi que des moyens propres à faire en sorte que les conditions établies par les Parties lorsqu'elles adoptent des propositions d'élevage en ranch soient respectées. L'objet de cette résolution est de faciliter l'application effective de ces conditions et de combler une lacune importante dans les procédures CITES. En effet, la Convention, et les résolutions adoptées ultérieurement par la Conférence des Parties ne prévoyaient aucune mesure assurant le respect de ces conditions et le commerce de spécimens issus d'élevages en ranch était, en conséquence, soumis au même régime que celui de toute autre espèce inscrite à l'Annexe II.

Quant aux propositions particulières présentées par certains Etats, la Conférence a approuvé la demande de transfert de la population australienne du crocodile marin (Crocodylus porosus) de l'Annexe I à l'Annexe II.

Les propositions présentées par la France et par Surinam concernant la tortue verte (Chelonia mydas) et par le Royaume-Uni à l'égard de la population captive de cette espèce à la Cayman Turtle Farm ont toutes été rejetées.

La proposition de l'Indonésie relative à Crocodylus porosus a été remplacée par une demande de transfert à l'Annexe II de la population indonésienne de cette espèce, accompagnée de l'instauration d'un quota d'exportation. Cette demande a été approuvée.

#### 1.c QUOTAS

Il apparaît maintenant de plus en plus clairement, aux yeux de la Conférence, que l'établissement de quotas annuels d'exportation pour les spécimens d'espèces inscrites aux Annexes de la Convention peut avoir plusieurs avantages. Ce système permet, en particulier, de ne pas pénaliser les pays qui disposent toujours de populations exploitables de ces espèces et les gèrent d'une manière durable.

A la suite des décisions prises à Buenos Aires, il existe maintenant trois types de quotas:

#### 1.c.1 Quotas relatifs à des espèces inscrites à l'Annexe I

Il avait déjà été décidé lors de la quatrième Conférence des Parties, au Botswana, d'établir des quotas pour l'exportation à des fins non commerciales de peaux de léopard constituant des trophées de chasse ou des effets personnels à partir du Botswana, du Kenya, du Malawi, du Mozambique, de la République Unie de Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe. Ces trois derniers pays ont demandé à la cinquième Conférence une augmentation de leurs quotas et leurs demandes ont été approuvées. Le Botswana a également demandé à pouvoir bénéficier d'un accroissement de son quota mais a ensuite retiré cette demande.

#### 1.c.2 Quotas relatifs à des espèces transférées de l'Annexe I à l'Annexe II sous conditions spéciales

La Conférence a convenu que pour les espèces inscrites à l'Annexe I avant l'adoption des critères de Berne, le transfert à l'Annexe II pouvait être accepté lorsque les espèces en question peuvent supporter un certain degré d'exploitation, même s'il n'est pas possible d'obtenir les données exigées par les critères. Les exportations de spécimens appartenant à des espèces ainsi transférées ne pourront, cependant, être effectuées que dans les limites des quotas fixés par la Conférence des Parties. Un système de marquage ou d'autres méthodes appropriées permettant de contrôler le commerce de ces spécimens devront être élaborées.

En application de cette résolution, la Conférence a transféré à l'Annexe II les populations de crocodile du Nil de certains pays africains et a fixé des quotas annuels rationaux pour l'exportation des peaux de ces animaux. Elle a aussi transféré à l'Annexe II la population indonésienne du crocodile marin en fixant également un quota d'exportation. Les Parties qui avaient fait des réserves sur l'inscription de ces espèces ont été, en conséquence, invitées à les retirer.



#### 1.c.3 Quotas relatifs à d'autres espèces de mammifères

La Conférence a accepté le principe d'un système de quotas pour les exportations d'ivoire brut provenant des pays d'Afrique. Dans ce cas, cependant, c'est à chaque pays intéressé qu'il appartiendra de fixer son propre quota. Aucune importation d'ivoire ne pourra plus être acceptée lorsque le pays exportateur aura un quota nul. Tout l'ivoire commercialisé sera marqué sur la base d'un système uniforme. Une petite cellule spécialisée sera créée au sein du Secrétariat de la CITES pour exercer une surveillance continue du commerce de l'ivoire ainsi que de la mise en oeuvre du système. Aucun commerce d'ivoire brut ne sera autorisé avec les Etats qui ne se conforment pas aux dispositions de la résolution.

Cette décision constituera vraisemblablement un précédent pour l'instauration de systèmes de quotas pour d'autres espèces inscrites à l'Annexe II qui donnent lieu à un commerce important, surtout lorsqu'il a été établi qu'elles font l'objet d'exportations illégales. Cette éventualité a déjà été évoquée à la Conférence de Buenos Aires et l'on peut s'attendre à la présentation de propositions concrètes à la prochaine Conférence.

#### 1.d PARTIES ET PRODUITS FACILEMENT IDENTIFIABLES

La Conférence a adopté une résolution recommandant à toutes les Parties de réglementer le commerce de toutes marchandises qui paraîtraient, en raison des documents qui les accompagnent, de leur emballage, de marques, d'étiquettes ou de toute autre indication, être des parties ou produits d'espèces inscrites aux Annexes de la Convention, à l'exception de ceux qui auront été expressément exclus par une indication à cet effet aux Annexes II ou III.

L'objet de cette résolution est de faire en sorte que toutes les marchandises qui pour une raison quelconque semblent être des parties ou produits d'animaux ou de plantes inscrits aux Annexes à la Convention soient traités comme s'ils étaient "facilement identifiables". On espère, en conséquence, que les problèmes relatifs à l'interprétation de cette expression soient maintenant résolus.

#### 1.e INFRACTIONS

La Conférence a examiné le problème de la mise en application effective des dispositions de la Convention et a pris note avec satisfaction des progrès accomplis par certaines Parties, en particulier le Japon. Des problèmes graves continuent cependant à se poser dans certaines régions. La Conférence s'est notamment penchée sur le problème des exportations illégales en provenance de Bolivie.

Un projet de résolution avait été préparé, chargeant le Comité technique, en coopération avec le Secrétariat, d'examiner les allégations d'infractions à la Convention, de procéder aux enquêtes nécessaires et de faire rapport à la Conférence des Parties. Ce texte n'a pas été adopté et la Conférence a simplement chargé le Secrétariat de présenter un rapport sur les allégations d'infractions à sa prochaine session. Plusieurs Parties ont fermement insisté sur le fait qu'elles ne pouvaient s'associer à ce qu'elles ont appelé une "mise en accusation" d'autres Parties.

#### 1.f EXAMEN DES ESPECES INSCRITES A L'ANNEXE II

Aux sessions précédentes de la Conférence, l'on s'était préoccupé du fait que des spécimens de certaines espèces de l'Annexe II étaient commercialisés en quantités supérieures à ce que les populations de ces espèces pouvaient supporter. Il s'en est suivi un examen de toutes les espèces inscrites à cette Annexe.

Pour les espèces qui font l'objet d'un commerce international important, il est envisagé de conclure un contrat avec le Centre de surveillance continue de

la conservation de la nature de l'UICN afin de passer en revue le commerce actuel et évaluer son importance.

Il a été également établi une liste des espèces pour lesquelles aucun commerce n'a été enregistré dans l'intention de supprimer certaines de ces espèces de l'Annexe II dans l'avenir.

#### 1.g SPECIMENS PRE-CONVENTION

La Conférence a adopté une résolution interprétant l'expression "spécimens pré-convention", de façon à éviter les abus auxquels les dérogations dont bénéficiaient ces spécimens aux termes de la Convention ont donné lieu par le passé.

C'est ainsi que la Conférence a décidé que lorsqu'une espèce a été transférée de l'Annexe II à l'Annexe I, les spécimens de cette espèce obtenus avant ce transfert ne seraient plus considérés comme appartenant à l'Annexe II.

En conséquence, les dispositions applicables à l'Annexe I s'appliquent aux spécimens d'une espèce antérieurement inscrite à l'Annexe II dès lors qu'à la date de la transaction, l'espèce est effectivement inscrite à l'Annexe I.

Ceci signifie en pratique qu'il ne sera plus possible de stocker des spécimens dans l'attente d'un reclassement éventuel et continuer, après ce reclassement, à en faire commerce librement et indéfiniment en arguant de leur qualité de spécimens pré-convention.

#### 1.h RELATIONS ENTRE LE PNUÉ, L'UICN ET LA CITES

La Conférence a examiné la question des relations entre le PNUÉ, l'UICN et la CITES. Dans l'allocation qu'il a prononcée lors de la séance d'ouverture de la Conférence, M. Kenton R. Miller, directeur général de l'UICN, a réitéré l'engagement pris par son organisation de "mettre ses connaissances scientifiques et techniques à la disposition des Parties à la CITES et de leur fournir des informations impartiales, des analyses bien documentées et un appui réaliste pour les aider à s'acquitter de leurs obligations internationales dans le domaine de la conservation de la nature".

La Conférence s'est fermement prononcée en faveur du principe d'une coopération étendue entre les deux organisations.

Un protocole d'accord a été ultérieurement signé le 24 mai 1985 par MM. Miller et Mostafa Tolba, Directeur exécutif du PNUÉ. Aux termes de ce protocole, les deux organisations ont convenu de renforcer leur coopération de la façon suivante:

- en instituant des contacts de travail réguliers,
- en concluant des contrats faisant bénéficier la CITES de l'expertise technique du Centre de surveillance continue de la conservation de la nature et du Centre du droit de l'environnement de l'UICN,
- en développant des relations de soutien réciproque entre la CITES et la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN,
- en continuant, pour l'UICN et ses membres, à participer activement aux réunions de la Conférence des Parties à la CITES,
- en procédant à des consultations sur des questions de politique générale d'intérêt commun;

- en échangeant des informations sur la conservation des espèces, notamment entre le Secrétariat de la CITES et le réseau TRAFFIC coordonné par l'UICN.

SOURCE : AGENDA

L'information pour l'action

UICN, Vol I, N° 2 juin 1985

---

# SPECIALE

# ASSOCIATION

---

**diffusion  
interne.**

EDITORIAL .....	P. 20
MILIEUX NATURELS : SORTIR DU GHETTO .....	P. 21
PARC. NAT. DES PYRENEES OCCID.....	P. 22/23
UN PROBLEME CAPITAL : LA MAITRISE DU FONCIER .....	P. 23
INSTITUTIONS : FONDS NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOC. ....	P. 24/25
CADA : POLLUTION- LES RESULTATS D'ANALYSES SONT- ILS COMMUNICABLES.....	P. 25
FORMATION FFSPN .....	P. 26
IMPORTANT : PROGRAMME FORMATION FFSPN 1986/87 .....	P. 27
REUNION COMMISSION CHASSE .....	P. 27
UN MECENE ? POURQUOI PAS ? .....	P. 28
DERNIERE MINUTE .....	P. 29
AFFICHES : ATTENTION RUPTURE DE STOCK ATTENTION VISA EXIGE .....	P. 30



# —éditorial—

LA RENTRÉE SE PROFILE ET IL EST DÉJÀ TEMPS DE PENSER AU PROGRAMME D'ACTIVITÉ POUR LES MOIS QUI VIENNENT.

1986 VA CONNAÎTRE L'ACTIVITÉ HABITUELLE LIÉE A DES ÉLECTIONS NATIONALES, CETTE FOIS-CI, ASSORTIE DES PREMIÈRES ÉLECTIONS RÉGIONALES. NOUS REVIENDRONS SOUVENT SUR CET ÉVÈNEMENT, ET SI CE N'EST DÉJÀ FAIT, IL EST TEMPS DE S'Y PRÉPARER. TANT AU NIVEAU NATIONAL QU'AU NIVEAU RÉGIONAL, IL EST INDISPENSABLE QUE LES CANDIDATS (DONT CERTAINS SERONT DE FUTURS ÉLUS) PRENNENT EN COMPTE, DANS LEUR PROGRAMME, LA PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL. PEU LE FERONT SPONTANÉMENT, C'EST DONC À NOUS DE JOUER...

AU NIVEAU NATIONAL, DEUX THÈMES RETIENDRONT PARTICULIÈREMENT L'ATTENTION. IL EST SOUHAITABLE QUE LES ASSOCIATIONS DE LA FFSPN AGISSENT TOUTES DANS LE MÊME SENS POUR ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ DE NOTRE ACTION. AU RESTE, CES THÈMES ÉTANT SUFFISAMMENT VASTES, TOUTE ASSOCIATION DEVRAIT POUVOIR Y INSÉRER UN GRAND NOMBRE DE SES ACTIVITÉS.

## 1) COMMUNIQUER.

IL EST ESSENTIEL QUE LE PUBLIC QUE NOUS TOUCHONS S'ÉLARGISSE. IL FAUT POURSUIVRE ET DÉVELOPPER L'ACTION DANS CE DOMAINE. LES RÉFLEXIONS ISSUES DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE GRENOBLE DOIVENT ÊTRE MISES EN PRATIQUE ; C'EST UNE ACTION DE LONGUE HALEINE. LES STRATÉGIES VIS-À-VIS DE LA PRESSE (ÉCRITE ET AUDIOVISUELLE), DE PUBLICS SPÉCIALISÉS (ENSEIGNANTS, FONCTIONNAIRES, ÉLUS, AGRICULTEURS, ETC) ET DU GRAND PUBLIC, DOIVENT ÊTRE ÉTABLIES AVEC PRÉCISION EN RECHERCHANT L'EFFICACITÉ MAXIMALE.

## 2) BILAN ET PERSPECTIVES

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE 1986 (LIMOGES) PORTERA SUR LE BILAN DE CES DERNIÈRES ANNÉES POUR ÉLABORER UNE POLITIQUE DE L'AVENIR. JOSETTE BENARD, RESPONSABLE DU RÉSEAU CRÉÉ POUR PRÉPARER L'A.G., ATTEND TOUTES LES BONNES VOLONTÉS SUSCEPTIBLES DE L'AIDER. NÉANMOINS, IL SERA TRÈS UTILE QU'UN TRAVAIL SIMILAIRE SOIT RÉALISÉ TANT AU NIVEAU RÉGIONAL QUE SECTORIEL.

1986, 10<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA NATURE ; UNE EXCELLENTE OCCASION POUR RAPPELER AU GRAND PUBLIC QUE CETTE LOI EXISTE ET QU'IL RESTE ENCORE BEAUCOUP À FAIRE POUR EN AMÉLIORER L'APPLICATION.

CERTES, C'EST LA PERSPECTIVE DE BEAUCOUP DE TRAVAIL, MAIS À LA RENTRÉE, ON EST PLEIN D'ÉNERGIE.

PROFITONS-EN !

J.P. LE DUC  
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL



# milieux naturels

## SORTIR DU GHETTO

NOUS REPRODUISONS CI-DESSOUS L'EDITORIAL DE LA REVUE RHONE-ALPES NATURE (REVUE DE LA FRAPNA) SUR LES SUITES DE NOTRE ASSEMBLEE GENERALE.

Le 18 mai dernier à GRENOBLE, Mme BOUCHARDEAU Ministre de l'Environnement, clôturait le Congrès de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature en félicitant cette dernière d'avoir choisi le thème COMMUNICATION ET NATURE pour ses travaux. Constatant la relative marginalisation des associations de protection de la nature, elle leur conseillait de cibler le message vers les "quelques millions de gens qui aiment la nature et la pratiquent ou la fréquentent sous les formes les plus variées du sport, du tourisme et des loisirs". Cette frange devant constituer "notre public et nos alliés de demain, même ceux avec lesquels les rapports sont aujourd'hui difficiles ou conflictuels".

Quelques jours plus tard, dans un éditorial de la "Lettre du Hérisson", Jean Pierre RAFFIN, président de la FFSPN, analysait l'échec du colloque organisé le 8 juin en Alsace sur le dépérissement des forêts faute de participants et notamment ceux de la "Fédé", pour cause de surmenage... Et J.P. RAFFIN de s'interroger :

"Sommes-nous capables de laisser nos marottes (la chasse, l'application des lois, la taxidermie, les grenouilles, la tourterelle, etc...) et de consacrer l'essentiel de nos énergies à des questions qui touchent aux milieux et non aux espèces (...). Sommes-nous capables d'avoir une politique sur le long terme, nous qui sans cesse avons ces termes à la bouche".

Entre ces deux constats, apparemment sans relation, n'y a-t-il pas un dénominateur commun qui pourrait s'appeler, pour paraphraser le jargon politique, sectarisme ? Ne sommes-nous pas perçus de l'extérieur comme des "écologistes purs et durs" prêts à pourfendre tous ceux qui s'arrogent le droit d'utiliser la nature et ses composantes autrement que pour la simple contemplation ?

Le moindre héron empaillé exposé dans un restaurant nous fait sursauter. La présentation de rapaces en vol nous inquiète. Le défilé de ran-

donneurs piétinant une lande et cueillant quelques brassées de fleurs dont certaines sont rares et protégées nous affole. Les exemples ne manquent pas où nous nous opposons sans discernement à tous ceux qui ne sont pas passionnés par la nature en elle-même, mais qui voient dans celle-ci un support à leur passion.

Elle est pourtant là cette "frange" qui constitue peut-être nos alliés de demain pour reprendre l'expression d'Huguette BOUCHARDEAU, et qui nous permettrait sans doute de contrer plus efficacement nos véritables adversaires que sont les promoteurs, bétonneurs et autres pollueurs.

L'agriculture moderne n'a-t-elle pas fait plus de mal que la chasse pour la grande majorité de la faune ?

L'ouverture inconsidérée de routes, de stations ou de remontées mécaniques en montagne ne crée-t-elle pas plus de perturbations au milieu que l'afflux de randonneurs, de chasseurs-photographes ou autres varapeurs ?

Nous aurons bonne mine lorsqu'envers et contre tout, nous aurons réussi, dans 20 ou 30 ans, à faire protéger officiellement et même respecter toutes les espèces qui n'auront plus qu'à disparaître faute de milieux naturels pour les accueillir.

Certes, tout n'est pas si simple et je caricature à dessein. Mais ne serait-il pas temps de s'interroger sur l'efficacité qu'il y a à poursuivre nos marottes, comme dit J.P. RAFFIN, dans une période où nous avons besoin de toute notre énergie et du maximum d'appuis pour obtenir la PROTECTION DES MILIEUX NATURELS ce qui, qu'on le veuille ou non, est la clef de voûte de toute notre action.

Marc MICHELOT

Rhône Alpes Nature n° 4 Juillet 85.

## PARC NATIONAL DES PYRENEES OCCIDENTALES

### PROJET DE MODIFICATION DES LIMITES DE LA ZONE CENTRALE DU PARC

*Voici quelques réflexions concernant ce problème que J.-P. RAFFIN, Président de la FFSPN, a adressées le 25 juillet 85 à Yves BETOLAUD, Ingénieur Général du GREF, chargé d'étudier une éventuelle modification des limites de la zone centrale du parc.*

Monsieur l'ingénieur général,

Nous avons été informés de la mission qui vous a été confiée d'étudier une éventuelle modification des limites de la zone centrale du parc national des Pyrénées Occidentales, mission qui, selon certains, s'étendrait aux problèmes similaires rencontrés dans d'autres parcs. Le Conseil d'Administration de la FFSPN, réuni le 29 juin dernier, m'a demandé de vous faire part des réflexions suivantes.

Les associations de la FFSPN ne sont pas hostiles au principe d'une rectification des limites de la zone du parc national des Pyrénées Occidentales, voire d'autres parcs, principe qui est inscrit dans la loi du 22 juillet 1960 et le décret du 31 octobre 1961 relatifs aux parcs nationaux. Elles sont en revanche opposées à toute procédure qui ne respecterait pas les modalités prévues par les textes précités. Ceci n'est pas une hypothèse d'école dans la mesure où pour plaire à certains intérêts locaux, des procédures de rectification dites "simplifiées" (nous dirons "à la sauvette") ont déjà été envisagées, voire engagées dans le passé (cf dossier de la Chapelle-en-Valgaudemar dans le parc national des Ecrins).

Les associations de la FFSPN estiment qu'une modification des limites d'une zone centrale doit se traduire par un gain substantiel en richesses biologiques de cette zone (qualité et diversité des espèces et des milieux). Elles constatent au vu des projets antérieurs de rectification que les termes d'échange proposés constituaient un marché de dupes (par exemple première affaire de la Vanoise, affaire de la Chapelle-en-Valgaudemar dans les Ecrins) ou que les demandes de déclassement n'étaient pas assorties de propositions précises d'échange (par exemple deuxième affaire de la Vanoise).

En ce qui concerne le point précis de l'échange d'un territoire de la zone centrale du parc des Pyrénées Occidentales (Col du Somport) contre un massif boisé propice à l'ours brun, il soulève les questions suivantes : est-il exact que cet échange de prime abord envisageable serait assorti de clauses restrictives en amoindrissant fortement la valeur ? Est-il exact que le massif boisé proposé en contre partie de la distraction d'une trentaine d'hectares de zones centrales, ne le serait qu'à condition que s'y maintienne

la chasse (notamment les battues au sanglier) dont on sait quels sont les effets négatifs pour l'ours brun dans les Pyrénées ? Si tel était le cas, les associations de la FFSPN s'opposeraient au projet de modification projeté.

Les associations de la FFSPN s'étonnent de ce que les seules propositions de modifications des limites de zones centrales semblant être prises en compte résultent d'appétits divers visant à les amoindrir au profit d'aménagements touristiques, de barrages ou d'extension de domaine de chasse. Il n'est jamais question de modifier et d'étendre les zones centrales pour des motifs de conservation du patrimoine naturel. Il est également curieux de constater qu'à l'occasion de ces projets, certains responsables de l'aménagement du territoire découvrent subitement qu'il existe hors des zones centrales, des territoires beaucoup plus riches dont la vocation est à l'évidence d'être dans le parc. Il suffirait d'un rien pour les y intégrer pour peu bien entendu que soit accepté un déclassement de quelques hectares de la zone du parc.

Comme le rappelait en mars dernier le Directeur de la Protection de la Nature, les limites des parcs "n'ont pas été fixées en fonction de critères objectifs indiscutables, mais sont le résultat, dans une situation socio-économique donnée qui était celle existant au moment de leur création, de compromis élaborés au terme d'une procédure de négociation et d'enquête. Elles ne sont donc pas parfaites, et leur modification ne peut être totalement exclue dans la mesure où elle peut conduire à une amélioration". C'est pourquoi, les associations de la FFSPN demandent que ces améliorations soient étudiées à froid et ne soient pas le seul fruit éventuel d'un conflit d'usages.

Les associations de la FFSPN constatent que bien des problèmes de limites des zones centrales sont liés au fait que l'une des propositions de la loi sur les parcs nationaux n'a jamais été appliquée sur le terrain. Alors qu'il était clairement exprimé (article 3) que les programmes d'aménagement des zones périphériques devaient conforter la protection de la nature dans les zones centrales, la réalité montre qu'il en a été autrement. Ces programmes ont été menés sans concertation réelle avec les zones centrales,

ont conduit et conduisent trop souvent encore à des atteintes graves aux richesses biologiques des zones centrales.

Les associations de la FFSPN qui siègent dans les Conseils d'Administration des divers parcs nationaux français savent combien sont fortes les pressions pour déclasser, amputer de-ci, de-là, les zones centrales. Hormis le parc de Port Cros, aucun parc n'est exempt de tels projets. Il conviendrait donc au cas où le projet du Somport serait ~~accepté~~ <sup>accepté</sup> d'en bien marquer le caractère tout à fait exceptionnel. Le parc national des Pyrénées Occidentales est inscrit sur la liste mondiale des parcs nationaux de l'UICN. Cette inscription suppose que les territoires ainsi classés répondent à certains critères. L'un d'entre eux veut que les parcs nationaux soient garantis par les plus hautes autorités de l'Etat demandeur. Il semblerait donc normal que l'exception éventuellement faite pour le parc national des Pyrénées Occidentales soit solennellement garantie comme telle par le Chef de l'Etat.  
(...)

J.P. RAFFIN  
Président

## UN PROBLEME CAPITAL :

### LA MAITRISE DU FONCIER - ENCOURAGEMENTS AUX PROPRIETAIRES DE MILIEUX NATURELS

Les agriculteurs ont bénéficié de nombreuses facilités de la part des pouvoirs successifs, dans le but, notamment et de façon intéressée, de maintenir le coût de la vie, et donc l'indice des prix, à un niveau relativement bas.

Rien de tel évidemment pour les propriétaires de milieux naturels. Et pourtant, si nous pouvons encore admirer ceux-ci, à qui le devons-nous, sinon à ceux qui les ont maintenus en l'état, ignorant spéculations immobilières et mise en valeur, les protections (inscription, classement, mise en réserve naturelle, zones ND, des POS...), n'étant intervenus qu'après, au fur et à mesure des progrès de la législation en matière de protection de la nature.

C'est le cas en particulier en Camargue, si l'on me permet de citer la zone que je connais bien, où l'existence de nombreux animaux (manades, gibier) a incité les propriétaires à ne pas tout sacrifier aux cultures et au tourisme et à maintenir des paysages et des traditions uniques.

Mais cela durera-t-il ? Le problème est général. Ne doit-on pas envisager une participation collective à l'entretien d'un paysage, de sa faune et de sa flore, qui constituent le patrimoine naturel du pays ?

Afin d'obtenir une protection efficace de ces espaces, des contrats ou conventions Etat/Propriétaire permettraient leur conservation (engagement du propriétaire à ne pas modifier l'état des lieux de sa propriété, ni son affectation) et à y poursuivre des activités traditionnelles spécifiques au pays.

Ces conventions pourraient être périodiques et renouvelées par tacite reconduction. Pendant ces périodes, les territoires seraient exonérés de toutes charges fiscales liées au foncier (Recommandations formulées par le Parc Naturel Régional de Camargue pour l'élaboration du rapport Pisani, 15.4.83). Or, ce rapport est resté à l'état de vœu pieux, et d'après le Ministère de l'Environnement, il n'aurait pas reçu de la part des Associations de protection de la nature le soutien qu'on eût été en droit d'attendre.

En ce qui concerne la F.A.C.E.T (Fédération des Associations camarguaises, environnement et traditions, purement locale) en tout cas, elle n'a pas été tenue au courant de l'élaboration du rapport Pisani.

Le moment n'est-il pas venu pour les associations de protection de la nature de rouvrir le débat ? A côté de la protection de telle ou telle espèce animale ou végétale, ou de tel site, l'importance des problèmes fonciers n'échappera à personne.

Nous invitons donc les Associations membres de la FFSPN à nous écrire.

X. VACHEZ  
FACET  
4bis, rue Sadi Carnot  
30220 AIGUES-MORTES

# institutions

## FONDS NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE

Réclamée depuis longtemps par les associations, la création de ce fonds devrait permettre :

- de soutenir l'engagement volontaire, notamment pour des actions de formation des responsables associatifs bénévoles,
- de favoriser la mise en oeuvre de contrats pluriannuels conclus avec les collectivités publiques, pour des actions d'intérêt général,
- de garantir les investissements des associations,
- d'encourager les actions d'innovation.

A ces propositions formulées par le CNVA en direction du Gouvernement en mars 1984, le Premier Ministre a répondu en mettant en place dans la loi de finances 85, le FNDVA en le dotant, d'une partie du produit du prélèvement sur les sommes engagées au PMU.

Un décret 85-112 du 23 janvier 1985 fixait le taux de ce prélèvement attribué à FNDVA : 0,064 % sur les sommes engagées au PMU sur les hippodromes et 0,069% sur les sommes engagées au PMU hors les hippodromes.

Pour 1985, l'évaluation de ces recettes était dans la loi de finances 85 estimée à 20 millions de F. N'ont été retenues pour l'année 1985 que deux missions : le soutien à la formation des responsables (15 millions) et l'aide aux activités d'étude de recherche et d'expérimentation (5 millions).

Un conseil de gestion du FNDVA a été créé par décret (n°85.483 du 6 mai 1985). Présidé par le Premier Ministre, il comprend 10 représentants ministériels et 11 représentants associatifs désignés par le CNVA.

Les ministères représentés sont :

- Affaires sociales et solidarité nationale -
- Agriculture - Budget - Culture - Economie sociale - Environnement - Formation professionnelle - Jeunesse et Sports - Recherche et technologie - Tourisme.

Les représentants associatifs sont issus des secteurs :

Action sociale et santé - Consommation - Défense des libertés - Solidarité - Développement et coopération - Education - Environnement - Famille-Jeunesse - Travail, emploi et formation - Sports-Tourisme.

## COMMENT OBTENIR UNE AIDE DU FNDVA ...?

### Critères de sélection des dossiers :

Ils devront être présentés par des organisations nationales mais peuvent concerner des actions locales, régionales ou nationales.

*Pour la protection de la nature, la FFSPN doit donc acheminer les dossiers élaborés par les associations adhérentes (voir ci-dessous).*

Ces actions devront :

- soit permettre la formation des responsables bénévoles (administrateurs) d'associations,
- soit constituer des activités d'étude, de recherche et d'expérimentation relatives à la vie associative.

A noter qu'une association peut solliciter une aide pour plusieurs actions : elle devra toutefois présenter un dossier complet pour chacune d'entre elles.

### Contenu des dossiers :

Les dossiers de demande d'attribution devront comprendre :

- une partie générale : descriptif de l'association - ses statuts - son compte d'exploitation et son bilan,
- une partie spécifique à l'action envisagée : descriptif (objectif, durée, nombre de personnes touchées), budget et contribution demandée au FNDVA.

Toute association qui bénéficiera d'une attribution au titre du FNDVA devra à l'issue de l'action engagée remettre un bilan.

### Acheminement des dossiers :

Il sera le suivant :



- pour les associations dont le ministère de tutelle siège au Conseil de Gestion, envoi du dossier à ce ministère et le double au Secrétariat du FNDVA (voir liste ci-dessus).

- pour les associations dont le ministère de tutelle ne siège pas au Conseil, envoi du dossier directement au Secrétariat du FNDVA Ministère de la Jeunesse et des Sports - 78, rue Olivier de Serres 75739 Paris Cédex 15. Ce Secrétariat prendra contact, pour avis, avec le ministère de tutelle de l'association.

La prochaine réunion du Conseil de Gestion chargé d'étudier les demandes d'attribution au titre du FNDVA aura lieu fin septembre.

Les dossiers qui seront parvenus au Secrétariat du FNDVA avant le 18 septembre seront étudiés au cours de cette réunion.

-----

## COMMISSION D'ACCES AUX DOCUMENTS ADMINISTRATIFS (CADA)

POLLUTION: LES RÉSULTATS DES ANALYSES SONT-ILS  
COMMUNICABLES ?

*A LA SUITE DU REFUS IMPLICITE DE COMMUNICATION PAR LE PREFET DU GERS DES RESULTATS DES ANALYSES DE REJETS CONCERNANT TROIS ETABLISSEMENTS, LA SAUVEGARDE DU GERS A SAISI LA CADA D'UNE DEMANDE D'AVIS.*

*CELLE-CI A EMIS UN AVIS FAVORABLE TOUT EN DONNANT DES PRECISIONS CONCERNANT LES DOCUMENTS COMMUNICABLES EN MATIERE DE POLLUTION.*

Selon la Commission, il convient de distinguer trois types de documents :

- 1) sont communicables, sans restriction, les résultats de mesures concernant le niveau de pollution dans l'environnement,
- 2) sont communicables, sous forme de moyennes mensuelles (éventuellement trimestrielles ou semestrielles) seulement, transmises sous le contrôle de l'inspection des installations classées, les résultats de mesures nombreuses (quotidiennes par exemple) dont l'envoi serait de nature à porter atteinte au secret industriel ou commercial, à l'exception des cas où les normes de rejet imposées seraient dépassées et où la communication intégrale des résultats est alors de droit,

- 3) sont communicables les mesures individuelles lorsque, peu nombreuses, elles sont seules représentatives du phénomène de pollution pour une durée importante (mois ou trimestre).

Toutefois, la Commission a estimé que la communication sans précautions de certaines mesures individuelles concernant de manière instantanée ou journalières, les rejets d'un établissement peuvent être susceptibles de refléter les niveaux de production d'un établissement ou les procédés retenus et ainsi porter atteinte au secret industriel ou commercial.

La Commission a adressé cet avis au Préfet, Commissaire de la République du département du Gers.

# formation ffspn

## PROTECTION DE LA FAUNE ET DE LA FLORE CONVENTION DE WASHINGTON TRAFIC D'ANIMAUX

SAMEDI 9, DIMANCHE 10, LUNDI 11 NOVEMBRE 85  
(EN OPTION)

Ce stage est organisé dans le cadre du programme FFSPN avec l'aide du Ministère de l'Environnement.

Il s'adresse aux militants, responsables, permanents d'associations, aux élus, aux personnels de l'Etat, DRAE et collectivités locales (dans la limite de 30% des places).

Responsable du stage :

J.P. LE DUC, secrétaire général de la FFSPN, chercheur au Muséum National d'Histoire Naturelle.

### ■ Programme

#### Samedi 9 novembre

- . la loi sur la protection de la nature
  - les décrets d'application
  - le code rural
- . les espèces protégées (art. 3 et 4 de la loi):  
intervention de Mlle BIGAN, Direction de la Protection de la Nature
- . les parcs zoologiques
  - intervention d'un directeur de parc zoologique
- . les films sur le trafic d'animaux

#### Dimanche 10 novembre

- . la convention de Washington
  - le règlement communautaire d'application
  - le trafic animalier
- . la directive européenne sur la protection des oiseaux
- . l'action judiciaire pour l'application des lois et règlements
  - intervention d'un juriste
- . premières conclusions.
- . présentation d'exemples concrets de lutte contre le trafic animalier.

En soirée : films

#### Lundi 11 novembre (en option)

- . visite d'un parc zoologique
- . les arrêtés de biotopes, l'action locale
- . protection des espèces et décentralisation
- . conclusion du stage

### ■ Informations pratiques

Le stage débutera le samedi 9 à 9h30 et s'achèvera soit le dimanche 10 novembre (pour la formule week-end) en fin d'après midi, soit le lundi 11 novembre (pour la formule 3 jours) vers 18 H.

Lieu du stage : sera précisé ultérieurement.

PRIX (\*)

adhérents à une association membre de la FFSPN  
DRAE, collectivités locales :

2 jours : 70,00 F  
3 jours : 130,00 F

Autres personnes :

2 jours : 300,00 F  
3 jours : 400,00 F

(\*) les repas des samedi, dimanche et lundi soir ne sont pas compris.

Inscription à faire parvenir à :

Claudine LOUIS  
FFSPN- 57, rue Cuvier  
75231 PARIS Cédex 05

Le règlement total du stage doit être joint à la fiche d'inscription. En cas de désistement, le stage ne sera pas remboursé.

Ce stage s'inscrit dans un programme qui a reçu le patronage de la Commission de l'Education de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN).



## **important**

### **PROGRAMME 1986/1987**

LE SECTEUR FORMATION DE LA FFSPN PRÉPARE LE PROGRAMME DE STAGES 1986/1987.

AFIN D'ÊTRE EN MESURE DE PRÉSENTER UN PRÉ-PROGRAMME AU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, EN NOVEMBRE PROCHAIN, NOUS VOUS DEMANDONS DE NOUS FAIRE PARVENIR TOUT PROJET DE STAGES (\*) POUVANT S'INSCRIRE DANS LE CADRE DE LA CONVENTION FFSPN/MINISTÈRE.

DATE LIMITE D'ENVOIS : 15 OCTOBRE 1985

CHAQUE PROJET DEVRA SI POSSIBLE COMPORTER LES LIEUX ET PÉRIODES ENVISAGÉS.

(\*) CES STAGES DOIVENT COMPORTER UNE APPROCHE TECHNIQUE, JURIDIQUE, PÉDAGOGIQUE, ETC., UTILE AUX RESPONSABLES D'ASSOCIATIONS.

--- --

### **COMMISSION CHASSE**

LA COMMISSION CHASSE SE REUNIRA LE 14 SEPTEMBRE 85 À 9 H 30 AU SIEGE DE LA  
FFSPN

#### ORDRE DU JOUR

- COMPTE RENDU DU COLLOQUE COLIN DE REIMS PAR LES 6 REPRÉSENTANTS DE LA FFSPN
- SUITES À DONNER AUX CONCLUSIONS DE COLIN
- CAMPAGNE CHASSE DE NUIT
- PROGRAMME DE TRAVAIL 1985-86



## UN MECENE ? POURQUOI PAS ?

Depuis le début de l'année, la FFSPN a effectué une réflexion et une prospection sur les possibilités de mécénat.

Tout n'est pas simple. Il faut trouver des gens prêts à donner de l'argent et il faut ensuite qu'ils nous conviennent (et tout le monde n'est pas d'accord sur les limites).

En février 1985, nous avons proposé au Ministère de l'Environnement de lancer une campagne sur le mécénat pour la protection de la nature. "Intéressant!" nous a répondu le conseiller technique, mais il réfléchit encore.

Compte tenu qu'il est impossible d'attendre la fin de la réflexion du Ministère et après avoir étudié la question avec un cabinet de relations publiques, nous allons essayer nous-mêmes.

3 opérations FFSPN ont été ou vont être financées. C'est donc possible.

Aussi, nous nous proposons de dresser un catalogue de projets des associations membres de la FFSPN susceptibles d'intéresser un mécène et, soit en profitant des occasions, soit en recherchant systématiquement, nous présenterons ce catalogue à ceux qui ont des sous.

Envoyez-nous donc les dossiers que vous souhaiteriez voir financier. Si possible, avant le 15 septembre (mais il n'y a pas de dates limites, nous ajouterons au "catalogue" les projets au fur et à mesure qu'ils nous parviennent).

Dès que nous aurons trouvé un mécène intéressé, nous vous mettrons en relation avec lui et après...à vous de jouer.

### QUELQUES CONSEILS.

- faire un dossier court, très beau (photos couleur très conseillées),
- bien énoncer :
  - . l'objectif recherché
  - . les moyens mis en oeuvre
  - . le résultat attendu (préciser les délais)
  - . le budget
  - . les concours obtenus, espérés ou souhaités.
  - . n'oubliez pas le titre incitatif.
- ne pas oublier qu'un mécène, en général, veut financer un acte positif (éviter les campagnes contre...) et souhaite qu'il y ait du "concret" à la fin.
- bien indiquer qui contacter pour obtenir des précisions ou négocier (nom(s), adresse(s), numéro(s) de téléphone).

Le dossier idéal (mais parfois l'originalité prime !) comporte 4 fiches (objectifs, moyens, résultats, budget et concours).

Aidez-nous : envoyer vos dossiers sous forme de fiches insérées dans une feuille plastique comportant une perforation pour classeur (21 x 29,7).

VOUS AVEZ DES IDEES.

FAITES-LES FINANCER.



# FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SOCIÉTÉS DE PROTECTION DE LA NATURE

Reconnue d'utilité publique le 10 février 1976  
Agrément national au titre de la loi du 10 juillet 1976  
relative à la protection de la nature

DERNIERE  
MINUTE

Monsieur le Président de la  
Fédération Française des Sociétés  
de Protection de la Nature

à

Monsieur le Premier Ministre  
Hôtel Matignon  
57/58, rue de Varenne  
75700 PARIS

N.réf. P/DB/460

Paris, le 26 Août 1985

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai appris que le Conseil Supérieur de l'Electricité devait examiner prochainement le projet de règlement d'application de l'article 10 de la loi du 29 Juin 1984 relative à la pêche.

Cet article 10 permet l'interdiction de l'achat par EDF de l'énergie produite par les micro-centrales en situation irrégulière.

La Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature, partie prenante dès en amont dans l'élaboration des décrets d'application de cette loi pêche, attache une importance extrême à l'application stricte de cet article 10 qui devrait permettre la mise en place d'une politique plus cohérente de restauration des cours d'eau et de sauvegarde des biocénoses aquatiques. Accepter une quelconque dérogation dans l'application de l'article 10 reviendrait à entériner des installations fonctionnant impunément en violation des textes et au mépris du patrimoine national.

Les Associations de Protection de la Nature ne sauraient permettre une quelconque permissivité dans l'application de cet article qui réduise fortement la portée de la loi pêche. Cette loi, manifestement d'intérêt général, est une nouvelle expression de la volonté de votre gouvernement à la prise en compte de la gestion patrimoniale et collective des ressources nationales.

La Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature et avec elle les associations et fédérations membres vous demandent expressément de veiller à l'application stricte du texte de loi que les Parlementaires ont voté à large majorité.

En comptant sur votre prompt intervention, je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma très haute considération.

J.P. RAFFIN  
Président

Siège social : 57, rue Cuvier - 75231 Paris Cedex 05  
Maison de Chevreuil - 1<sup>er</sup> étage - Tél. (1) 336.79.95



## COMMERCE D'ANIMAUX SAUVAGES :

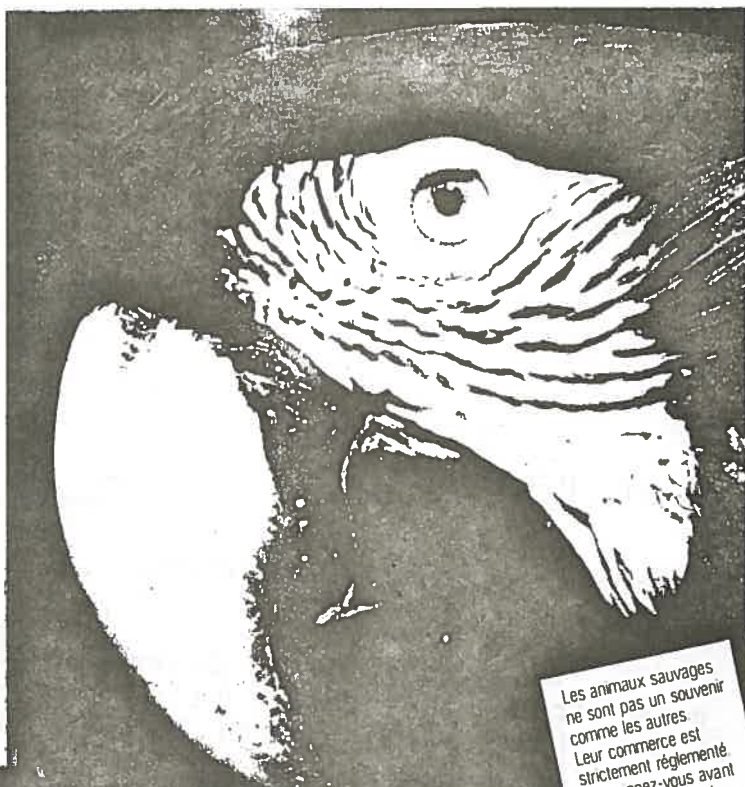
AVANT DE PARTIR À L'ÉTRANGER, INFORMEZ-VOUS !

Près de 2000 espèces animales sont aujourd'hui menacées de disparition.

Malgré une réglementation sévère imposée par la Convention de Washington, l'hécatombe des animaux sauvages dont l'homme est le principal responsable est encore loin d'être stoppée.

Il importe donc que les consommateurs et les touristes en particulier, s'informent avant d'acheter tel animal, tel produit dérivé, tel souvenir et prennent ensuite leur responsabilité.

Afin de faire connaître la réglementation internationale en vigueur, le Ministère de l'Environnement, la FFSPN et l'aéroport de Paris ont organisé cet été une campagne d'information sur le commerce des animaux sauvages et des produits qui en dérivent.



Les animaux sauvages ne sont pas un souvenir comme les autres. Leur commerce est strictement réglementé. Renseignez-vous avant d'acheter un animal. Vous risquez d'être bloqué en douane.

# Attention visa exigé

Ministère de l'Environnement

Ainsi, durant trois mois, de juillet à septembre, les voyageurs embarquant à Roissy 1 à destination des pays d'Amérique du Sud, d'Afrique et d'Asie, peuvent venir s'informer au stand tenu par les représentants de la FFSPN.

Par ailleurs, le Ministère de l'Environnement, avec le concours du Conseil National de la chasse et de la faune sauvage et la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature, a publié deux belles affiches pour sensibiliser le public aux menaces qui pèsent sur un très grand nombre d'espèces d'animaux sauvages et à la réglementation qui s'applique à leur commerce dans leur pays d'origine et en France.

Ces affiches sont disponibles à :

FFSPN- 57, rue Cuvier  
75231 PARIS Cédex 05

au prix de 20,00 F l'unité (+6,50 F de port).



# Attention rupture de stock

Deux mille espèces animales sont menacées. Chaque année, l'une d'elles disparaît. Ne soyons pas compléssés. Pensez, avant d'acheter, des souvenirs en plume, poil, écaille, voire.

Ministère de l'Environnement

Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature